



# Etude sur l'identification des structures d'accompagnement, formation et insertion professionnelle agissant auprès des publics vulnérables dans les Régions de Labé et Mamou

## Rapport provisoire

Février 2023



**Thierno Mamadou Aliou BARRY**  
**Elhadj Mamadou Dian DIALLO**  
**Ibrahima SQUARE**  
**Sabou KEITA**

## Introduction

Le Partenariat est une ONG française créée en 1981 autour des programmes de coopération décentralisée entre les communes de Lille en France et de Saint-Louis au Sénégal, avant de développer ses activités au Maroc (2007) et en Guinée (2015) dans la région de Labé.

C'est une ONG qui agit dans le développement territorial, spécialisé dans :

1. La gouvernance locale et l'appui à la décentralisation
2. L'appui aux services sociaux de base
3. L'environnement et le développement durable
4. L'insertion socio-professionnelle des personnes vulnérables

En référence au 4<sup>ème</sup> champ d'action, le Partenariat a élaboré le projet d'Appui à la gouvernance pour l'insertion socio-professionnelle « Agis ! » en faveur des personnes vulnérables, notamment les jeunes et les femmes. Ce projet contribue à l'atteinte de l'Objectif de développement durable (ODD) n°8, portant sur l'accès universel à un emploi décent pour tous.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet Agis, le Partenariat souhaite développer un parcours d'insertion complet en faveur des personnes vulnérables. Il s'agit d'une prise en charge d'une personne vulnérable depuis son identification jusqu'à son insertion durable, en passant par les étapes de formation théorique et pratique.

C'est à cet effet qu'une étude d'identification des structures d'accompagnement, formation et insertion professionnelle agissant auprès des publics vulnérables est réalisée dans les 3 territoires d'intervention du projet.

## Contexte

Malgré les politiques nationales et les projets internationaux, de nombreuses personnes peinent encore à être prises en compte dans l'insertion à un emploi salarial ou d'auto-emploi, notamment les personnes déjà considérées parmi les plus vulnérables : jeunes filles et garçons déscolarisés, handicapés, enfants sans tutorat, des ados en conflit avec la Loi, des jeunes filles mères isolées, des femmes sortantes de prison, des personnes victimes des VBG, etc...

Également l'absence de perspectives d'insertion professionnelle, et à travers celle-ci d'insertion sociale, est source de désespérance, de rupture du lien social entre l'Etat et la population. Ce sont des facteurs déterminants des migrations intérieures (exode rural), de l'immigration irrégulière et des phénomènes de radicalisation des mouvements d'instabilité politique.

Ce qui du coup, explique que de nombreux problèmes identifiés depuis plusieurs années persistent encore. Il s'agit notamment :

1. Des collectivités territoriales, qui sont encore trop peu compétentes sur les questions d'accès à l'emploi des jeunes, bien qu'elles soient outillées et mobilisées dans le cadre de la décentralisation ;
2. De l'ensemble des acteurs locaux qui souffrent d'un manque de moyens et d'approches concertées et coordonnées, pour une insertion socio-professionnelle des personnes vulnérables ;
3. Des programmes passés et actuels qui peinent à assurer une insertion économique durable aux bénéficiaires qui finissent par cumuler des formations sans réels débouchés ;

## Objectifs de l'étude

Cette présente étude a pour objectifs de :

- Lister les structures de formation, accompagnement, insertion agissant en faveur des personnes vulnérables
  - o Les thèmes et modules dispensés, les supports et outils
  - o Les métiers et filières pris en charge, critères de choix des métiers

- Le coût et la durée d'une formation par métier
- Les cibles (jeunes filles ou garçons)
- Les conditions à remplir pour qu'une personne vulnérable puisse bénéficier d'un parcours de formation, insertion, accompagnement
- La nature des parcours d'insertion
- Etablir un répertoire des structures de formation et leurs domaines d'intervention
  - Identifier les réussites, les difficultés
  - Identifier les complémentarités possibles en fonction des thèmes

## Méthodologie utilisée

La méthodologie utilisée pour cette étude est la suivante :

- Revue documentaire
  - Document des cadres de concertation sur l'insertion socio-économique des jeunes - INTEGRA/PNUD
  - Rapport de la Banque Mondiale sur la productivité et l'inclusion des jeunes, décembre 2019
  - Rapport d'analyse situationnelle - Juillet 2020 portant sur l'évaluation des jeunes - USAID/Guinée
- Conception des outils de l'étude
  - Fiches de collecte des données et d'analyse des résultats
- Elaboration du plan de déroulement de l'étude
- Réalisation des enquêtes (interview et entretiens pour la collecte des données)
- Centralisation et analyse des résultats
- Rédaction du rapport provisoire
- Présentation du rapport provisoire aux commanditaires pour compléments
- Rédaction du rapport final
- Présentation du rapport final en cadres de concertation communaux

## Déroulement de l'étude des structures de formation insertion

### Equipe

Pour la conduite de cette étude, deux équipes de deux éléments chacune, ont été constituées :

- Equipe 1 : Ibrahima SQUARE et Elhadj Mamadou Dian DIALLO
- Equipe 2 : Thierno Mamadou Aliou BARRY et Sabou KEITA

Ces 2 équipes ont été réparties entre les 2 régions (Mamou et Labé).

La supervision de l'étude a été assurée par M. Thierno Aliou BARRY, point focal de la Direction Nationale de l'Emploi et Auto-Emploi des Jeunes, région de Labé.

### Période

L'étude s'est déroulée du 1<sup>er</sup> décembre 2022 au 31 janvier 2023, dans les 3 communes d'intervention du projet : les communes urbaines de Labé, Pita et Mamou.

Il faut rappeler qu'il est prévu la réalisation de 3 études dans le cadre du projet Agis : ce sont

1. L'identification des dispositifs de coordination et de pilotage régionaux de l'employabilité des personnes vulnérable et proposition d'un plan d'action
2. La cartographie des opportunités d'emplois et de filières porteuses à l'échelle des territoires
3. L'identification des structures d'accompagnement, formation et insertion professionnelle, Agissant auprès des publics vulnérables

## Organisation

La réalisation de l'étude a été faite en deux séquences :

- La collecte des données sur le terrain
- La centralisation, l'analyse et l'interprétation des données collectées

### La collecte des données sur le terrain

Au niveau de cette étape, 3 réunions de concertation avec les 3 communes ciblées par le projet ont été réalisées.

Ces réunions avaient pour objectifs :

- Présenter le projet Agis et les études
- Connaître les OSC présentes à la réunion, évoluant sur le terrain
- Appréhender la dynamique locale en matière d'insertion socio-professionnelle des personnes vulnérables

L'organisation de ces réunions a permis d'une part, de répertorier les OSC existantes, intervenant activement dans l'insertion socio-professionnelle des personnes vulnérables et d'autre part, de présélectionner celles qui sont potentiellement actives et ayant un lien avec Agis.

Après ces réunions, les entretiens avec les responsables et le personnel des structures ciblées ont été menés à l'aide des outils d'enquête élaborés à cet effet. Les visites des locaux des structures répertoriées et les échanges interactifs ont été privilégiés durant tout le processus du déroulement de l'étude.

### La centralisation, l'analyse et l'interprétation des données collectées

Ces étapes ont été effectuées aux bureaux de l'ONG le Partenariat par la mise en commun des enquêtes des 2 équipes et ont permis d'obtenir les résultats consignés dans les tableaux de centralisation et d'analyse joints en annexes.

Par ailleurs, des conversations téléphoniques ont été également utilisées pour la confirmation ou les compléments d'informations autour de certains points.

## Analyse des résultats

### Informations générales

#### Définitions

- **Structure de formation** : établissement qui réalise des parcours pédagogiques permettant à une personne physique, d'atteindre un niveau de qualification théorique et/ou pratique. Chaque structure de formation a besoin de moyens humains (formateurs), matériels (supports pédagogiques, des moyens techniques adaptés) et financiers (prise en charge des formateurs et du matériel).
- **Structures d'accompagnement et/ou d'insertion** : structures qui œuvrent dans l'accompagnement social de personnes vulnérables en leur apportant des moyens matériels (outils de travail), financiers (subvention ou crédit) et un appui social voire médicale permettant de supporter les vulnérabilités frappant ces personnes. Cet appui est souvent soutenu par des sensibilisations. Certaines personnes prises en charge par ces structures, reçoivent des kits pour apprendre et/ou exercer un métier. D'autres bénéficient d'un appui financier pour exercer une activité génératrice de revenu. En règle générale, il s'agit d'associations, d'ONG, ou fondations.
- **Incubateur** : structure qui accompagne des porteurs de projet ou des personnes qui se lancent dans l'entrepreneuriat pour leur permettre de mener à bien leurs projets et d'obtenir la rentabilité attendue. Leur appui est orienté dans la formation, le conseil, les mises en relation pour la recherche du financement souvent indispensable lors des premières étapes de la vie de l'entreprise.

## Observations

Territoires	TOTAL	Dont Structures étatiques	Dont Structures de formation simple	Dont structures d'accompagnement Insertion	Dont incubateurs
Labé	31	6	22	8	1
Pita	8	0	7	1	0
Mamou	13	6	10	2	1
<b>TOTAL</b>	<b>52</b>	<b>12</b>	<b>39</b>	<b>11</b>	<b>2</b>

Les structures les plus fréquentes sur les territoires sont les structures de formation qui représentent 75% de l'ensemble des structures. Il existe très peu de structures d'accompagnement et/ou insertion en dehors de Labé.

Pita est la plus petite des 3 communes ce qui se retrouvent dans le nombre de structures présentes sur son territoire. Cette ville ne dispose pas d'incubateur ni de structures de formation publiques.

Les structures étatiques ne concernent que les structures de formation, pour 30% d'entre elles.

## Les structures de formation

### Référencement par l'Etat

Il existe un répertoire en ligne des structures de formations professionnelles qui ont des durées de 2 à 3 ans. Les critères d'accès à ces structures varient en fonction des spécialités et de la durée des parcours. Pour les structures étatiques, le mode d'accès est basé sur des évaluations (concours) pour des jeunes ayant un niveau soit BEPC ou BAC.

RÉGION	NOM DE L'INSTITUTION	LOCALISATION	STATUT DES ETABLISSEMENTS	NOM DU PROGRAMME	NIVEAU D'ACCÈS	TYPE DE DIPLOME	TYPE DE SÉLECTION	DURÉE DES ÉTUDES (ANNÉES)	MÉTIERS / DÉBOUCHÉS
Mamou	CFP Mamou	Commune Urbaine de Mamou	PUBLIC	Electricité Bâtiment	Type A (BEPC)	CAP	Par Par Concours	3 Ans	Electricien Bâtiment
Mamou	CFP Mamou	Commune Urbaine de Mamou	PUBLIC	Menuiserie Bois et Aluminium	Type A (BEPC)	CAP	Par Par Concours	3 Ans	Menuisier Bois et Aluminium
Mamou	CFP Mamou	Commune Urbaine de Mamou	PUBLIC	Plomberie	Type A (BEPC)	CAP	Par Par Concours	3 Ans	Plomier
Mamou	CFP Mamou	Commune Urbaine de Mamou	PUBLIC	Mécanique Auto	Type A (BEPC)	CAP	Par Par Concours	3 Ans	Mécanicien Auto

Impression d'écran de la page <https://54.88.5.238/formations-et-institutions/> - 15/03/23

## Nature des structures de formation

Les structures de formation identifiées dans les 3 communes sont au nombre de 39 dont 11 publiques.

## Sélection

Les structures publiques offrent des prestations gratuites fournies par des agents de l'Etat. Cependant, elles exigent la fourniture du matériel d'œuvre pour les apprenants et ont des critères de sélection plus restrictifs. Les formations de type A sont celles pour lesquelles le diplôme du baccalauréat est exigé pour accéder à la

structure de formation ; le type B concernant ceux dont le diplôme de brevet est exigé. Certaines structures reçoivent les jeunes avec une présentation de dossiers (diplômes, attestations, certificats).

Les structures privées pratiquent un mode de sélection moins contraignant, donnant ainsi davantage d'opportunités aux jeunes non scolarisés, déscolarisés ou en situation de classe, de bénéficier d'une formation professionnelle.

L'âge ou le handicap physique ne sont pas des facteurs limitatifs ou discriminatoires pour l'accès des jeunes à l'apprentissage d'un métier. Cependant, il faut tenir compte de la nature du handicap dans l'orientation de ceux qui en souffrent. C'est la nature des prérequis qui fait une légère différence entre les structures étatiques et privées.

#### Durée des formations

Les parcours de formation ont une durée de 2 à 3 ans pour les structures publiques et certaines structures privées, selon les options et les métiers. Par ailleurs pour les structures privées, la durée de la formation varie de 6 à 24 mois. Il faut toutefois préciser que ces formations sont sanctionnées par des attestations ou des diplômes de fin d'étude, donnant ainsi la même chance aux bénéficiaires. Quelques structures privées peuvent solliciter la certification ou la légalisation de leurs diplômes par l'Inspection régionale de l'Enseignement Technique, de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

#### Thématiques des formations

Les formations dispensées dans les structures privées et étatiques identifiées au niveau des 3 communes sont les suivantes :

Modules transversaux	Métiers	Métiers verts/Environnement
Communication sociale dont le civisme Alphabétisation en français/ou langue locale Informatique	Mécanique auto et moto Électricité et froid Menuiserie métallique et bois Plomberie Tapisserie Restauration Couture, broderie et layette Chaudronnerie Maçonnerie Électricité (Auto et bâtiment) Carrelage Vitrierie Saponification Santé Plâtrerie Peinture Œuvres d'art Teinture Cordonnerie	Apiculture Pépiniéristes Maraîchage Briqueterie

#### Coût et financement des formations

En termes d'accompagnement, les centres publics bénéficient d'un appui de l'État et des partenaires techniques et financiers (PTF) pour une prise en charge des infrastructures (construction ou rénovation), des équipements et parfois de la logistique, avec une gratuité de la formation. Il s'agit entre autres de matériel roulant, de bureautique, de crédits de fonctionnement, etc. Le matériel et les matériaux restent souvent à la charge de l'apprenant, ce qui constitue de fait une limite à l'accessibilité des publics les moins fortunés.

Certains centres privés bénéficient de subventions publiques ou privées pour la prise en charge de l'entièreté des dépenses relatives à leur fonctionnement. Il s'agit le plus souvent d'ONG assimilables à des centres de

formation. C'est le cas d'Ouvrir Les Horizons (OLH) à Pita, du Centre de formation et d'apprentissage Solidarité Suisse Guinée "CFASSG" à Labé et de Guinée Solidarité à Mamou. <sup>1</sup>

Pour les centres qui ne bénéficient pas de subventions, la formation est payante. Pour cette catégorie de structures, les frais de formation sont à la charge des apprenants, avec un coût qui varie d'un centre à l'autre selon les métiers et la durée. Ces centres fonctionnent grâce aux montants de leur prestation. C'est le cas du Centre de formation et d'apprentissage Tambaring et FAPEL à Labé, Génie-Guinée et NDT à Pita.

### Synergie entre les structures de formation

Il n'y a pas de relations entre les structures de formation et les structures de l'insertion socio-professionnelle.

Les structures de formation ne travaillent pas en synergie. Chaque structure travaille de son côté, même au sein d'un unique territoire. Néanmoins, toutes les structures (publiques ou privées) ont un lien avec l'inspection régionale de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'emploi (IRETFPE) qui assure la tutelle et valide les diplômes/certificats.

La nature des diplômes délivrés aux apprenants en fin de formation sont soit :

- DEU Diplôme d'étude universitaire (Master, Licence, Doctorat)
- CAP Certificat d'aptitude professionnelle
- CQP Certificat de qualification professionnelle
- BEP Brevet d'Etudes Professionnelles
- BTS Brevet de Technicien Supérieur
- BT Brevet de Technicien
- ATS Agent technique de santé
- CTA Contrôleur technique d'agriculture
- CTE Contrôleur technique d'élevage
- ASC Agent de santé communautaire

NB : Parmi les thèmes de formation, l'alphabétisation est dispensée par certaines structures de formation comme un module de base voire même de démarrage pour les non scolarisés, pour leur permettre de savoir lire, écrire et compter. Il n'y a pas d'imposition par rapport aux langues. Elle peut se faire en langue locale ou en français pendant 3 à 4 mois dont 1,5 mois pour l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, et 2 à 3 mois pour la consolidation.

---

<sup>1</sup> Pour ces structures, le coût du parcours n'est pas défini ou disponible au moment de cette étude.

Structures	Statut	Métiers et filières de formations offertes	Cibles	Conditions d'admission	Capacité d'accueil	Durée	Coût facturé pour la formation	Reconnaissance (Diplômes, certificat)
<b>COMMUNE URBAINE DE LABE</b>								
École Régionale des Arts et Métiers (ERAM)	Public	Mécanique auto et moto Électricité et Froid Menuiserie métallique Logistique Restauration Topographie Conducteur des travaux Dessin et Bâtiment	Jeunes hommes et femmes scolarisés, déscolarisés et non scolarisés	Concours ou Formation payante	744	2 ans	3 000 000	CAP
Centre de formation et d'apprentissage Solidarité Suisse Guinée "CFASSG"	Privé	Communication sociale Alphabétisation en français ou langue locale Informatique Couture, broderie et layette	Jeunes filles et femmes vulnérables	Être femme âgée de 10 à 35 ans et déposer une demande de formation	151	6 à 12 mois et de 2 à 3 ans (pour la Couture, broderie et layette)	Formation gratuite	CQP et CAP
Centre de formation et d'apprentissage Tambaring	Privé	Informatique de base	Jeunes, femmes et diplômés avec ou sans emploi	Demande de formation	100	5 Mois	1 500 000	Attestation
		Restauration				6 Mois	1 800 000	
		Plomberie				9 Mois	3 000 000	
Fabrication des Pompes à Eau Labé (FAPEL)	Privé	Menuiserie métallique Tapisserie Peinture	Jeunes hommes et femmes	Demande de formation	250	3 ans	10 000 000	Attestation
		Recyclage des ordures plastiques				6 à 12 mois		
Centre de formation professionnelle Labé (CFP-Labé)	Public	Chaudronnerie Maçonnerie Menuiserie Électricité (Auto et bâtiment) Plomberie Carrelage Mécanique auto Vitrerie	Jeunes déscolarisés et scolarisés (niveau BEPC)	Concours	500	3 ans	3 000 000 à 5 000 000	CAP
CPIA de Labé	Privé	Comptabilité/Gestion, Secrétariat	Jeunes scolarisés Niveau BAC	Sur présentation de dossiers	300	3 ans		BEP

Université de Hafía	Public	Miage, Comptabilité /Gestion, Hôtellerie, Génie Civilé Banques et assurances	Jeunes scolarisés Niveau BAC	Sur orientation après admission au Bac		3 ans		DEU
École de soins de santé communautaire (ESSC)	Public	Sage-femme, Infirmière d'état Agent technique de santé	Jeunes scolarisés Niveau BAC	Concours	500	3 ans	3 500 000	CAP
École Nationale des Instituteurs (ENI)	Public	Formation des élèves maîtres	Jeunes scolarisés Niveau BAC	Concours	500	2 ans	2 000 000	BTS
		Formation ou recyclage des instituteurs						
Centre d'Appui à l'Entrepreneuriat Féminin (CAEF)	Public	Alphabétisation français ou en en langue locale Formation aux métiers : (Couture Tricotage et layettes, Coiffure, Tissage Teinture, Saponification) Restauration et Pâtisserie Formation à l'informatique Sensibilisation orientée sur la psychologie	Jeunes filles et femmes déscolarisés ou non scolarisés		300	De 2 à 9 mois	2 000 000	CAP
DEL Labé (Type A et B)	Privé	Infirmier d'État, Sage femme, Comptabilité/Gestion	Jeunes filles et femmes déscolarisés ou non scolarisés	Sur dossier ou par concours	300	3 ans	Non renseigné	BEP, BTS
Ecole privé de santé « les Sauveurs Plus »	Privé	Infirmier d'État, Sage femme, Comptabilité/Gestion	Jeunes filles et femmes, jeunes garçons	Concours pour les niveaux BEPC	300	3 ans	Non renseigné	BEP
Ecole supérieure des Sages femme	Privé	Sage-femme	Jeunes filles	Concours, niveau BAC	200	3 ans	Non renseigné	BTS
Inst. Privé de Formation des Enseignants de Télijdé (IPFET)	Privé	Navigation maritime	Jeunes filles et garçons	Sur dossier	300	3 ans	Non renseigné	BTS
Institut de formation technique et prof. DARA ETOILE LABE -	Privé	Secrétariat - Commercial bilingue Accounting	Jeunes filles et garçons	Sur dossier	200	3 ans	Non renseigné	BEP

Institut du Savoir ARQAM	Privé	Mécanique auto, Compta/Gestion Secrétariat de Direction Informatique, Agent de soins de Santé	Jeunes filles et garçons	Sur dossier et par concours	300	3 ans	Non renseigné	BEP, BTS, ATS
Institut de formation professionnelle Ahmadou Dieng (ifpad-labe)	Privé	Plomberie, logistique, Hôtellerie, Santé publique et soins de santé communautaire Génie civile	Jeunes filles et garçons	Par concours et sur Dossier	N/A	3 ans	Non renseigné	BTS, BEP
Ecole de Santé Renaissance (Type B)	Privé	Technicien de Santé Publique Infirmier d'Etat, Pharmacie	Jeunes filles et garçons	Par concours	N/A	3 ans	Non renseigné	BTS
Institut Nako DIABATE (Type A et B)	Privé	Secrétariat, Informatique Bureautique, Comptabilité	Jeunes filles et garçons	Sur Dossier	N/A	3 ans	Non renseigné	BTS
Ecole Privée de Formation Professionnelle en Santé "SAFI" (Type A)	Privé	Comptabilité, informatique, technicien de soin de santé communautaire, Infirmier d'état	Jeunes filles et garçons	Concours	N/A	3 ans	Non renseigné	ATS, BTS
DAO MECANIQUES «DAOM »	Privé	Mécanique générale Mécanique ferronnerie Mécanique Fabrication des pompes pour les puits (intervention dans les villages)	Jeunes déscolarisés Jeunes diplômés des écoles professionnelles avec faible performance ou sans emploi	Sur Dossier	25	2 à 3 ans	Non renseigné	Attestation

Structure	Statut	Métiers et filières de formations offertes	Cibles	Conditions d'admission	Capacité d'accueil	Durée	Coût facturé pour la formation	Reconnaissance (Diplômes, certificat)
<b>COMMUNE URBAINE DE MAMOU</b>								
Guinée Solidarité Provence	Privé	Couture Layette Mécanique auto et moto Alphabétisation	Jeunes hommes et femmes vivant avec handicap physique	Avoir un handicap physique et formuler une demande de formation	140	2 ans	10 000 000	CAP
Centre de formation professionnelle Mamou (CFP-Mamou)	Public	Chaudronnerie Maçonnerie Menuiserie Électricité (Auto et bâtiment) Plomberie Carrelage Vitrerie Mécanique auto	Jeunes déscolarisés et scolarisés (niveau BEPC)	Concours	500	3 ans	3 000 000 à 5 000 000	CAP
ENAE TOLO (Commune rurale TOLO)	Public	Agriculture Type <b>A</b> pour les jeunes détenteurs du BAC Agriculture Type <b>B</b> pour les jeunes détenteurs du BEPC	Jeunes scolarisés Niveau BEPC, Jeunes scolarisés, niveau BAC	Concours	150 à 200	3 ans	2 500 000 à 3 000 000	CAP et BTS
		Élevage Type A et Élevage Type B	Jeunes scolarisés Niveau BEPC et BAC	Concours	150 à 200	3 ans	2 500 000 à 3 000 000	CAP, BTS
École Nationale des Eaux et forêt (ENATEF)	Public	Agent Technique Eaux et forêt	Jeunes scolarisés, niveau BEPC	Concours	200	3 ans	2 500 000 à 3 000 000	CAP
École Normale des Instituteur (ENI)	Public	Formation des élèves maîtres Formation des instituteurs	Jeunes scolarisés, niveau BAC	Concours	500	2 ans	2 000 000	BTS
Inst. Privé d'Assistance Sociale et Humanitaire « Bel Avenir Pour Tous » IPASH/BAPT (Type A et B)	Privé	Comptabilité/Gestion Secrétariat informatique Banques et assurances	Jeunes scolarisés, niveau BAC et BEPC	Concours et sur Dossiers	N/A	3 ans	Non renseigné	BEP, BTS

Inst. Privé de Formation Tech. et Professionnelle à AFIA (Type A)	Privé	Génie électronique Electricité bâtiment Banque et Assurances	Jeunes scolarisés, niveau BAC et BEPC	Concours et sur Dossiers	N/A	3 ans	Non renseigné	BEP, BTS
IEG FAYOL PLUS	Privé	Architecture, Télécommunication Banques assurances	Jeunes scolarisés, niveau BAC et BEPC	Sur dossiers	N/A		Non renseigné	BEP, BTS
EP S MARGUERITE	Privé	Pharmacie, Soins de santé communautaire, Infirmier d'état	Jeunes scolarisés, niveau BAC et BEPC	Concours	N/A	3 ans	Non renseigné	BEP, BTS
Institut supérieur de technologie de Mamou	Public	Génie informatique, Energétique, Technologie biomédicale, Conception et fabrication mécanique	Jeunes scolarisés, niveau BAC	Concours	N/A	3 ans	Non renseigné	BEP

Structure	Statut	Métiers et filières de formations offertes	Cibles	Conditions d'admission	Capacité d'accueil	Durée	Coût facturé pour la formation	Reconnaissance (Diplômes, Certificat)
<b>COMMUNE URBAINE DE PITA</b>								
Ecole Privée de Santé (EPS) Elhadj Ibrahima BAH(EIB)/PITA	Privé	Génie civile, Topographie Infirmier d'état, Sages femmes	Jeunes scolarisés	Niveau BAC (par concours)	N/A	3 ans		BTS
Centre d'éducation à l'environnement et au développement (CEED)	Privé	Animateurs en Environnement	Jeunes scolarisés	Niveau BAC Sur dossier	N/A	2 Ans		BTS
Génie Guinée (GE-GUI)	Privé	Couture Broderie Layette	Jeunes déscolarisés ou non scolarisés	Demande de formation	30	12 mois	3 000 000	Attestation de Formation
N'Diré Doghol Touma (NDT)	Privé	Alphabétisation Anglais Informatique Entrepreneuriat	Jeunes filles et garçons	Demande de formation	25	12 mois	1 200 000	Attestation de Formation
Centre d'appui pour le développement économique et social (CADES)	Privé	Alphabétisation	Personnes vulnérables	Demande de formation	50	2 mois	1 500 000	Attestation de formation
		Éducation civique				2 mois	1 000 000	
		Environnement				2 mois	1 000 000	
		Entrepreneuriat féminin				3 mois	3 000 000	
Ouvrir les Horizons (OLH)	Privé	Agriculture	Personnes vulnérables et victimes de VBG	Être victime de VBG	100	3 Mois	3 000 000	Attestation de formation
		Saponification				1 Mois	1 500 000	
		Couture broderie et layettes				6 Mois	1 500 000	
Association des jeunes pour la réhabilitation du patrimoine et innovations "AJRPI"	Privé	Formation, insertion en Aviculture	Jeunes aviculteurs et groupements marâchers	Dossier/Entretien de moralité	N/A	8 à 12 mois		Attestation

## Les structures d'accompagnement, d'insertion

### Commentaires généraux

Ces structures agissent comme catalyseur pour les personnes vulnérables dans l'accès aux informations et leur orientation. A ce titre, elles doivent suivre et assurer un accompagnement des PV.

Dans le tableau ci-dessous, l'étude référence d'autres structures à caractère d'ONG, qui agissent dans l'accompagnement et l'insertion des personnes vulnérables en apportant divers services. Il s'agit notamment de : FMG, APRODEJ, UGVD, ADEMEG, ADID, WAFRICA, CARE.

L'accompagnement réalisé par ces structures peut prendre différentes formes :

- Holistique (judiciaire, médical, psychosocial) pour les femmes victimes de VBG ;
- Social pour les orphelins
- Médico-social pour les personnes vivant avec le VIH, la tuberculose ou autre maladie
- Matériel (petits outils de travail) pour aider les bénéficiaires à exercer une activité génératrice de revenus.

Les personnes accompagnées par ces structures pourraient être orientées vers les OSC partenaires de mise en œuvre afin qu'elles soient intégrées dans un parcours d'insertion et ainsi bénéficier d'un appui complémentaire à l'insertion socio-professionnelle.

Chacune de ses structures identifiées travaille en étroite collaboration avec 1 ou 2 des départements ministériels en fonction de son domaine d'intervention et ses cibles. Dans les territoires d'intervention, selon le niveau de domiciliation (régional, préfectoral ou communal), elles travaillent avec les services techniques déconcentrés des départements de tutelles en charge du pilotage des projets. Il s'agit du :

- Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage pour les projets qui développent des actions agricoles et d'élevage
- Ministères de la Promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables
- Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Emploi et de l'Auto-emploi des jeunes
- Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
- *Etc.*

Structure	Nature de l'accompagnement	Cibles	Conditions d'admission	Capacité d'accueil
<b>COMMUNE URBAINE LABE</b>				
Fraternité Médicale Guinée (FMG)	Accompagnement psychosocial Accompagnement médical	Personnes victimes de violence ou maladies	-	-
ADEMEG	Formation en informatique Appui à l'élaboration de CV, lettre de motivation	Jeunes	-	-
UGVD	Appui organisationnel des groupements agricoles Mise en place de plates-formes multifonctionnelles ; Alphabétisation Appui aux personnes vulnérables via les AGR, GIE, organisation activités HIMO des vulnérables	Associations de jeunes et de femmes	Organisation de groupes solidaires	-
ADID	Entrepreneuriat Education Santé Protection de l'Environnement	Jeunes, femmes, porteurs de handicap	-	-
APRODEJ	Réinsertion à l'entrepreneuriat Activités génératrices de revenu (HIMO) pour les jeunes filles (environ 60%) et garçon Plaidoyer pour le droit et la sécurité des femmes Accompagnement des personnes victimes d'une vulnérabilité (cas de viol). Accompagnement dans le psychosocial	Jeunes filles mères (hors mariage) Femmes veuves ou divorcées Filles négligées ou marginalisées (du fait d'un tare ou d'une défaillance physique) Enfants domestiques Travailleuses du sexe	Enquête de moralité et être sous couvert d'une famille	-
SOS-Village d'Enfants	Prise en charge des formations Suivi lors de la formation Dotation en matériel pour l'installation	Jeunes filles et garçons (déscolarisés et non scolarisés)	Enquête de moralité et être sous couvert d'une famille	-
CAFOR	Complément pratique des formations théoriques médicales et environnementales Appui pour placer en emploi les jeunes	Jeunes sortant des centres de formation	Justificatif de fin de formation	100
Croix-Rouge	Accompagnement psychosocial Prise en charge médicale	Victimes de violences Personnes souffrant de handicaps physiques	-	-
<b>COMMUNE URBAINE MAMOU</b>				
Guinée Solidarité Provence	Fourniture de kits d'installation	Jeunes souffrant de handicap Ou de grande précarité	-	140
	Appui installation			
	Suivi et appui technique			
Maison Mère	Education, formation, Insertion Protection et droits humains, Santé et bien-être communautaire	Femmes victimes de VBG, Jeunes	-	-
<b>COMMUNE URBAINE PITA</b>				
Ouvrir les Horizons	Prise en charge médicale Orientation vers des services de santé Accompagnement dans les procédures police/justice Hébergement (40 places)	Être jeune (filles ou garçons) ou femmes victimes de VBG	Possibilité de délivrer des certificats de prise charge (sanitaires pour les violences physiques) ou d'insertion dans une AGR, un métier ou dans un établissement scolaire	100

## Les incubateurs

Il n'existe qu'un incubateur en Moyenne Guinée (Ebooster) qui a une représentation à Labé et Mamou. C'est un incubateur pour accompagner les jeunes porteurs de projets dans la création d'une entreprise, en apportant un appui (formation, conseil, orientation, mise en relation). Il fonctionne comme une entreprise qui s'est fixée comme principe : comment servir mieux.

Les cibles sont identifiées à l'aide d'un appel à candidatures ou sur proposition des centres de formation CFP, ENAE de Tolo, Institut supérieur de technologie de Télico (exemple de Mamou) ou autres.

Structure	Modules dispensés	Cibles	Conditions d'admission	Capacité d'accueil	Durée	Coût
<b>COMMUNE URBAINE LABE</b>						
E-Booster	Entrepreneuriat	Jeunes filles et garçons porteurs d'idée de projet	Demande et paiement des frais de formation	30	3 Mois	5 400 000
	Développement personnel					
	Leadership					
<b>COMMUNE URBAINE MAMOU</b>						
E-Booster	Entrepreneuriat	Jeunes filles et garçons porteurs d'idée de projet	Demande et paiement des frais de formation	30	3 Mois	5 400 000
	Développement personnel					
	Leadership					

**Osez Innover, Ose ton Emploi** sont des structures qui peuvent être mobilisées ponctuellement bien qu'étant basées sur Conakry.

Les montants mentionnés dans ce tableau sont ceux pratiqués par EBOOSTER pour la formation d'une personne vulnérable qui aspire être entrepreneurs pendant 57 jours étalés en 3 mois. Ce montant de 5 400 000 se décompose ainsi qu'il suit, mais peut être modulé selon les besoins :

- Accompagnement : Formation, Idéation, Entrepreneuriat, Gestion d'entreprise (4 000 000) ;
- Support de cours numériques 30 Livres Numériques + 1 Clé USB (250 000) ;
- Pause déjeuner (1 150 000).

## Conclusion

L'étude a permis de répertorier des structures de formation, d'accompagnement et les incubateurs, publics et privés, dans les territoires d'intervention, avec une gamme variée en termes de prérequis, de cibles et des coûts pratiqués.

Toutefois, qu'elles soient publiques ou privées, les structures de formation dispensent majoritairement des formations théoriques et pratiques, planifiées sur des cycles allant de 24 à 36 mois. Pour accélérer le processus de formation il serait important de travailler avec les acteurs du secteur pour déboucher sur l'élaboration de formations débouchant sur l'obtention de CQP (certificat de qualification professionnelle).

Les métiers de couture, coiffure, teinture, saponification, tissage, pâtisserie, restauration, plomberie, chaudronnerie, maçonnerie, menuiserie (bois et aluminium), électricité (bâtiment et auto), carrelage, mécanique (auto et moto), vitrerie, *etc.* sont très prisés par la couche juvénile.

Les métiers porteurs comme l'apiculture, la transformation des produits locaux, ne sont pas développés mais mériteraient d'être proposés comme activités génératrices de revenus à développer en faveur des personnes vulnérables. Cette catégorie fera l'objet d'une étude dans le but de répertorier les principaux métiers et filières porteuses développés dans les territoires d'intervention du projet.

Les activités génératrices de revenus (transformation et la vente de produits locaux, la saponification, la pâtisserie, la restauration, le maraichage et l'élevage des animaux à cycle de reproduction très court), occupent une place importante dans les occupations des personnes vulnérables grâce au gain rapide pouvant être obtenu concourant à la satisfaction immédiate de leurs besoins.

A propos de l'insertion dans le salariat ou l'entrepreneuriat, les jeunes formés par les structures ou centres d'apprentissage de métiers, (CAEF, FAPEL, Guinée Solidarité, les centres de coutures...), ont une opportunité plus grande de trouver une issue par rapport aux sortants des écoles professionnelles publiques car un accompagnement à l'insertion est prévu à la fin de la formation.

Au titre des avantages, les centres publics bénéficient d'un appui de l'État et des partenaires techniques et financiers qui facilitent l'accès aux formations, tout comme certains centres privés qui peuvent prendre en charge le coût de la formation et d'autres dépenses (restauration, transport) grâce à la mobilisation de subventions.

Les dispositifs de gouvernance de l'employabilité des personnes vulnérables doivent créer ou impulser une synergie entre les structures de formation, dans le but de promouvoir la complémentarité au niveau des modules ou des thèmes dispensés. En exemple, le centre de formation professionnel (CFP) peut référer des apprenants à l'école régionale des arts et métiers (ERAM) pour des travaux pratiques dirigés car ils disposent de davantage de matériels.

L'introduction de modules de formation axés sur le civisme par exemple dans les parcours d'insertion peut être envisagé au niveau de la formation de base, pour éviter les actes de casse ou de vandalisme des biens d'autrui.

Il n'existe pas de structure réalisant l'ensemble du parcours d'insertion. Ce parcours d'insertion est un outil qui peut permettre la complémentarité entre les structures de formation d'une part, et les structures d'accompagnement/insertion et incubateurs d'autre part.

Par rapport aux personnes vulnérables, il y a la nécessité d'innover sur des métiers ou carrières adaptés à celles souffrant d'un handicap physique.

Il existe donc de nombreux acteurs sur le territoire (même si moins importants à Pita) capables de faire un travail de formation de qualité. Mais il reste à les mettre en relation pour améliorer les synergies et à appuyer la mise en place d'Ebooster qui est récente à Mamou et Labé, seul incubateur présent en Moyenne Guinée.

L'étude sur les filières porteuses permettra de relire la présente étude sous un angle nouveau sur la diversité et la pertinence des formations assurées sur nos territoires d'intervention. Sont-elles en adéquation avec les besoins du marché du travail ?